



**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
DE LA
PRÉFECTURE DE LA MEUSE**

Recueil N° 26

01/04/19

- SOMMAIRE -

PRÉFECTURE DE LA MEUSE

DIRECTION DES SERVICES DU CABINET

***SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE
PROTECTION CIVILE***

Arrêté n°2019-609 du 13 mars 2019 accordant le renouvellement de l'agrément à l'Union Départementale des Sapeurs Pompiers de la Meuse pour la dispense de formations aux premiers secours

**DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE LA LÉGALITÉ**

***BUREAU DES RELATIONS AVEC
LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES***

Arrêté n°2019-756 du 27 mars 2019 modifiant l'arrêté préfectoral n°2016-2175 du 5 octobre 2016 portant création de la Communauté de Communes Argonne-Meuse et validant les statuts de la Communauté de Communes

**DIRECTION DE LA COORDINATION DES
POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI
TERRITORIAL**

BUREAU DE L'INTERMINISTERIALITE

Arrêté n° 2019-775 du 31 mars 2019 accordant délégation de signature à M. François GIEGE, chef du bureau des relations avec les collectivités territoriales directeur de la citoyenneté et de la légalité par intérim

Arrêté n° 2019-776 du 31 mars 2019 portant délégation de signature à M. Laurent MAITREHEU, directeur des ressources humaines et des moyens

AVIS DIVERS

Décision portant délégation de signature – Centre de détention de Saint-Mihiel

Arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle du 14 mars 2019 – Syndicat intercommunal pour la gestion de la Bourse du Travail du bassin minier

Arrêté inter préfectoral n°1599 du 21 mars 2019 portant extension du périmètre par l'adhésion du Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin Marnais de la Blaise et modification des statuts du Syndicat Mixte du Bassin de la Marne et ses affluents

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PRÉFECTURE DE LA MEUSE - ISSN 0750-3969
Directeur de la publication : M. le secrétaire général de la préfecture de la Meuse

RÉALISATION ET COMPOSITION : BUREAU DE L'INTERMINISTÉRIALITÉ
pref-raa@meuse.gouv.fr – 03.29.77.56.16

Le recueil des actes administratifs est consultable sur le site internet de la Préfecture : www.meuse.gouv.fr



PRÉFET DE LA MEUSE

PRÉFECTURE DE LA MEUSE

SERVICES DU CABINET

Service interministériel de défense et de protection civile

Arrêté n°2019-609 du 13 mars 2019 accordant le renouvellement de l'agrément à l'Union Départementale des Sapeurs Pompiers de la Meuse pour la dispense de formations aux premiers secours

Le Préfet de la Meuse

VU le décret n°91-834 du 30 août 1991 modifié relatif à la formation aux premiers secours ;

VU le décret n°92-514 du 12 juin 1992 relatif à la formation de moniteurs des premiers secours et modifiant le décret n°91-834 du 30 août 1991 relatif à la formation aux premiers secours ;

VU l'arrêté du 24 mai 2000 portant organisation de la formation dans les premiers secours ;

VU l'arrêté du 24 juillet 2007 modifiant l'arrêté du 22 octobre 2003 relatif à la formation des moniteurs aux premiers secours ;

VU l'arrêté du 24 juillet 2007 fixant le référentiel national de pédagogie de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « pédagogie appliquée aux emplois/activités de classe 3 » ;

VU l'arrêté du 22 juillet 2011 modifiant l'arrêté du 5 septembre 1979 portant agrément des associations en vue de la préparation du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique ;

VU l'arrêté du 16 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 24 juillet 2007 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile à l'unité d'enseignement « prévention et secours civique de niveau 1 » ;

VU l'arrêté interministériel du 8 août 2012 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « pédagogie initiale et commune de formateur » ;

Horaires d'ouverture du lundi au vendredi :

40 rue du Bo40 rue du Bourg CS 30512 55012 BAR LE DUC CEDEX - Tél : 03 29 77 55 55 - Télécopie : 03 29 79 64 49
[site internet : www.meuse.gouv.fr](http://www.meuse.gouv.fr) courriel : pref-courrier@meuse.gouv.fr

VU l'arrêté du 17 août 2012 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « conception et encadrement d'une action de formation » ;

VU l'arrêté interministériel du 3 septembre 2012 modifié fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile d'enseignement « pédagogie appliquée à l'emploi de formateurs aux premiers secours » ;

VU l'arrêté interministériel du 4 septembre 2012 modifié fixant le référentiel de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « pédagogie appliquée à l'emploi de formateur en prévention et secours civiques » ;

VU l'arrêté du 16 janvier 2015 modifiant l'arrêté du 24 août 2007, fixant le référentiel national de compétences de sécurité relatif à l'unité d'enseignement « premiers secours en équipe de niveau 1 » ;

VU l'arrêté du 19 janvier 2015 modifiant l'arrêté du 24 août 2007 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile à l'unité d'enseignement « premiers secours en équipe de niveau 2 » ;

VU l'arrêté du 20 août 2018 modifiant l'arrêté du 8 août 2012 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « pédagogie initiale et commune de formateur » ;

VU l'arrêté n°2016-1086 du 26 mai 2016 accordant un agrément à l'Union Départementale des Sapeurs pompiers de la Meuse pour la dispense de formations aux premiers secours ;

VU la demande de renouvellement du 20 février 2019 formulée par l'Union Départementale des Sapeurs Pompiers de la Meuse ;

VU le décret du 4 janvier 2019 nommant Monsieur Alexandre ROCHATTE Préfet de la Meuse ;

VU l'arrêté préfectoral n°2019-122 du 21 janvier 2019 accordant délégation de signature à M. Jean-Michel RADENAC, Directeur des Services du Cabinet ;

Sur proposition du Directeur des services du cabinet,

Horaires d'ouverture du lundi au vendredi :

40 rue du Bo40 rue du Bourg CS 30512 55012 BAR LE DUC CEDEX - Tél : 03 29 77 55 55 - Télécopie : 03 29 79 64 49
[site internet : www.meuse.gouv.fr](http://www.meuse.gouv.fr) courriel : pref-courrier@meuse.gouv.fr

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'agrément accordé à l'Union Départementale des Sapeurs Pompiers de la Meuse est renouvelé à compter du 14 mars 2019 et pour deux ans soit le 14 mars 2021 afin de dispenser les formations aux premiers secours suivantes :

- Prévention et secours civiques de niveau 1 (PSC 1)
- Premiers secours en équipe de niveau 1 (PSE 1)
- Premiers secours en équipe de niveau 2 (PSE 2)

Le numéro d'agrément est le 55.01-2546.1.05

Ce numéro devra figurer sur les attestations et diplômes délivrés par l'Union Départementale des Sapeurs Pompiers de la Meuse.

ARTICLE 2 : L'arrêté n°2016-1086 du 26 mai 2016 est abrogé.

ARTICLE 3 : L'Union Départementale des Sapeurs pompiers de la Meuse s'engage à :

- a) assurer les formations aux premiers secours conformément aux conditions décrites dans le dossier, dans le respect de son agrément ou des dispositions organisant les premiers secours et leur formation,
- b) disposer d'un nombre suffisant de formateurs, médecins, instructeurs et moniteurs, pour la conduite satisfaisante des sessions qu'elle organise,
- c) assurer ou faire assurer le recyclage de ses moniteurs et secouristes actifs ou adhérents,
- d) proposer à Monsieur le Préfet ses médecins et moniteurs pour participer aux jurys d'examens des différentes formations aux premiers secours,
- e) adresser annuellement à Monsieur le Préfet un bilan d'activités faisant apparaître notamment le nombre d'auditeurs, le nombre d'attestations de formations aux premiers secours délivrées, ainsi que

Horaires d'ouverture du lundi au vendredi :

40 rue du Bo40 rue du Bourg CS 30512 55012 BAR LE DUC CEDEX - Tél : 03 29 77 55 55 - Télécopie : 03 29 79 64 49
site internet : www.meuse.gouv.fr courriel : pref-courrier@meuse.gouv.fr

le nombre de participation de ses médecins et moniteurs aux sessions d'examens organisées dans le département de la Meuse.

ARTICLE 4 : S'il est constaté des insuffisances graves dans les activités de l'Union Départementale des Sapeurs Pompiers de la Meuse, notamment un fonctionnement non conforme aux conditions décrites dans le dossier ou aux dispositions organisant les premiers secours et leur enseignement, le Préfet peut :

- a) suspendre les sessions de formation,
- b) refuser l'inscription des auditeurs aux examens des différentes formations aux premiers secours,
- c) suspendre l'autorisation d'enseigner des formateurs.
- d) retirer l'agrément.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur des Services du Cabinet, monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations et monsieur le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur le Président de l'Union Départementale des Sapeurs Pompiers de la Meuse et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet et par délégation
Le Directeur des Services du Cabinet



Jean-Michel RADENAC

Horaires d'ouverture du lundi au vendredi :

40 rue du Bo40 rue du Bourg CS 30512 55012 BAR LE DUC CEDEX - Tél : 03 29 77 55 55 - Télécopie : 03 29 79 64 49
site internet : www.meuse.gouv.fr courriel : pref-courrier@meuse.gouv.fr



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MEUSE

Préfecture
Secrétariat général

Direction de la citoyenneté et de la légalité
Bureau des relations avec les collectivités
territoriales

ARRÊTÉ

N° 2019 – 756 du 27 mars 2019

**modifiant l'arrêté préfectoral n°2016-2175 du 5 octobre 2016 portant création de la
Communauté de Communes Argonne-Meuse et validant les statuts de la Communauté
de Communes**

Le Préfet de la Meuse,

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT), et notamment ses articles L.5211-17 et L.5214-16,

Vu la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté et notamment son article 148,

Vu la loi n° 2018-957 du 7 novembre 2018 et notamment son article 1,

Vu le décret du 4 janvier 2019 nommant Monsieur Alexandre Rochatte, Préfet de la Meuse,

Vu l'arrêté préfectoral n°2016-2175 du 5 octobre 2016 portant création de la Communauté de Communes Argonne-Meuse,

Vu l'arrêté préfectoral n°DCL/BLI/2019/9 du 1^{er} mars 2019 portant modification des statuts du syndicat mixte « Entente Oise-Aisne »,

Vu l'arrêté préfectoral n°2019-121 du 21 janvier 2019 accordant délégation de signature à Monsieur Michel Gouriou, Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse,

Vu la délibération du 27 septembre 2018 du conseil communautaire de la Communauté de Communes Argonne-Meuse approuvant les statuts de la Communauté de Communes,

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes membres de la Communauté de Communes approuvant les statuts de la Communauté de Communes :

Aubreville (22 novembre 2018), Avocourt (9 octobre 2018), Boureuilles (23 novembre 2018), Brabant-en-Argonne (18 octobre 2018), Brabant-sur-Meuse (11 décembre 2018), Brocourt-en-Argonne (26 octobre 2018), Charpentry (15 novembre 2018), Cheppy (29 octobre 2018), Clermont-en-Argonne (13 novembre 2018), Consenvoye (29 octobre 2018), Dombasle-en-Argonne

(14 décembre 2018), Esnes-en-Argonne (18 octobre 2018), Forges-sur-Meuse (9 novembre 2018), Froidos (10 octobre 2018), Le Claon (12 octobre 2018), Montblainville (9 novembre 2018), Neuville-en-Argonne (20 novembre 2018), Récicourt (9 octobre 2018), Regnéville-sur-Meuse (30 novembre 2018), Septsarges (29 septembre 2018) et Véry (30 novembre 2018),

Vu les avis réputés favorables des communes de Baulny, Cierges-sous-Montfaucon, Cuisy, Epinonville, Futeau, Gesnes-en-Argonne, Jouy-en-Argonne, Lachalade, Malancourt, Montfaucon d'Argonne, Le Neufour, Rarecourt, Romagne-sous-Montfaucon, Varennes-en-Argonne et Vauquois,

Vu l'avis défavorable des conseils municipaux des communes de Gercourt-et-Drillancourt et des Islettes,

Vu les statuts de la Communauté de Communes annexés au présent arrêté,

Considérant que les conditions de majorité prévues au II de l'article L5211-5 du CGCT pour valider les statuts de la Communauté de Communes sont remplies,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : L'article 6 de l'arrêté préfectoral n°2016-2175 du 5 octobre 2016 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes, à compter du 1^{er} janvier 2019 :

« **Article 6** : La Communauté de Communes Argonne-Meuse exerce les compétences suivantes :

I/ COMPÉTENCES OBLIGATOIRES

1/ Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire ; schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur.

2/ Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 du C.G.C.T; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire; promotion du tourisme dont la création d'office(s) de tourisme.

3/ Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement

Cette compétence comprend les missions définies aux 1°, 2°, 5° et 8° du I de l'article L.211-7 soit :

- 1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique;
- 2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau;
- 5° La défense contre les inondations et contre la mer;
- 8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

4/ Création, aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.

5/ Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.

II/ COMPÉTENCES OPTIONNELLES

1/ Protection et mise en valeur de l'environnement, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie.

2/ Politique du logement et du cadre de vie.

3/ Création, aménagement et entretien de la voirie.

4/ Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire.

5/ Action sociale d'intérêt communautaire.

6/ Création et gestion de maisons de services au public et définition des obligations de service public y afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

III/ COMPÉTENCES FACULTATIVES

1/ Service public d'assainissement non collectif (SPANC)

La Communauté de Communes est compétente pour assurer le contrôle des systèmes d'assainissement non collectif en conformité avec le zonage d'assainissement réalisé par les communes.

2/ Soutien aux manifestations et actions culturelles et sportives

La Communauté de Communes est compétente pour développer une politique de soutien aux manifestations et actions contribuant à l'animation du territoire communautaire :

Les actions en matière de développement de la vie culturelle du territoire consistent en :

- Aide culturelle aux acteurs du territoire répondant à la majorité des critères qualitatifs suivants :
 - Organismes domiciliés sur le territoire
 - Manifestation faisant appel à des artistes et/ou techniciens professionnels,
 - Privilégier les structures qui travaillent sur des projets à l'année,
 - Actions en transversalité avec les autres axes du projet culturel communautaire : l'éducation artistique et/ou les bibliothèques,
 - Actions rayonnant sur plusieurs communes,
 - Mise en place de tarifs adaptés,
 - Formalisation d'une démarche artistique et pédagogique,
 - Caractère innovant de la manifestation,
 - Mise en avant des ressources locales,
 - Actions partenariales avec d'autres champs culturels et d'autres aspects de la vie culturelle communautaire (économie, solidarité, environnement...).
- Soutien à l'animation dans les communes pour les dépenses de communication engagées pour l'organisation d'un événement qui contribue à l'attractivité du territoire.
- Soutien aux manifestations contribuant à l'animation du territoire et susceptibles de drainer l'ensemble des habitants de la Communauté de Communes ou ayant un rayonnement supra communautaire et qui sont organisés soit par la Communauté de Communes soit par des tiers avec un soutien financier de la Communauté de Communes ou avec mise à disposition gracieuse des moyens logistiques de la Communauté de Communes.

- Soutien aux bibliothèques sur les communes de son territoire pour faciliter le développement de la lecture publique.
- Soutien à l'animation et mise en réseau des bibliothèques du territoire.
- Mise en place et animation d'un contrat local d'éducation artistique en partenariat, par exemple, avec le Ministère de la Culture et de la Communication et/ou le Ministère de l'Education Nationale.

Les actions en matière d'éducation sportive du territoire:

- La Communauté de Communes est compétente pour mener toute étude concernant l'organisation et le développement des activités sportives sur son territoire.
- Soutien aux associations sportives par la mise à disposition de matériels, locaux et équipements et par le versement de subventions selon le règlement en vigueur.
- Prise en charge du transport pour les écoles primaires dans le cadre de l'apprentissage des pratiques sur le temps scolaire, vers les équipements culturels ou sportifs repris dans l'intérêt communautaire ou supra communautaire lorsqu'ils n'existent pas à l'échelle intercommunale.

3/ Construction, entretien et fonctionnement d'équipements relatifs aux activités périscolaires et extrascolaires

La Communauté de Communes est compétente pour les équipements et structures suivantes :

- Pour les garderies et accueils périscolaires et extrascolaires :
 - Service du site RPI de Clermont,
 - Service du site RPI de Les Islettes,
 - Service du site RPI de Consenvoye,
 - Service du site RPI de Montfaucon,
 - Service du site RPI de Varennes.
- Pour la restauration scolaire :
 - Service de production de la cantine intercommunale à Varennes à destination des élèves des écoles maternelles et élémentaires de Consenvoye, Montfaucon et Varennes, des demandes extérieures ponctuelles ou récurrentes (collège notamment),
 - Service de restauration sites RPI de Clermont,
 - Service de restauration site RPI de Les Islettes,
 - Service de restauration site RPI de Consenvoye,
 - Service de restauration site RPI de Montfaucon,
 - Service de restauration site RPI de Varennes.

4/ Fonds de concours – Prestation de services – Maîtrise d'ouvrage déléguée

La Communauté de Communes pourra, dans le cadre de ses compétences, à la demande de communes et d'établissements publics, assurer :

- Une mise à disposition des communes membres de la Communauté de Communes de services communautaires pour l'exercice de leurs compétences. Une convention conclue entre la Communauté de Communes et la ou les communes intéressées précise alors l'intérêt de la bonne organisation des services et fixe les conditions de remboursement des frais de fonctionnement des services.
- Une maîtrise d'ouvrage déléguée dans le cadre de conventions de délégation de maîtrise d'ouvrage.
- Des fonds de concours en vue du financement des dépenses de fonctionnement et d'investissement liées à un équipement peuvent être versés entre la Communauté de Communes et ses communes membres dans les conditions prévues au V de l'article L.5214-16 du CGCT. Une convention conclue entre la Communauté de Communes, la ou les communes intéressées précise alors l'intérêt dudit fonds de concours et en fixe le montant.

- Des prestations de services, de travaux ou de secrétariat à la demande et pour le compte des collectivités, membres ou non de la Communauté de Communes, ou groupements de collectivités uniquement dans le cadre de compétences en lien avec celles de la Communauté de Communes et dans le respect du code des marchés et du droit de la concurrence. »

Article 2 : L'article 15 de l'arrêté préfectoral n° 2016-2175 du 5 octobre 2016 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes:

« **Article 15** : La Communauté de Communes Argonne-Meuse est membre des syndicats suivants :

- Syndicat Mixte d'Etudes et de Traitement des Déchets Ménagers et Assimilés pour les compétences "études" et "traitement",
- Syndicat Mixte d'Aménagement de l'Aire et de ses Affluents,
- Syndicat Mixte Scolaire de Dombasle-Nixeville-Blercourt en représentation/substitution de la commune de Dombasle-en-Argonne,
- Syndicat Mixte Germain Guérard pour la compétence SPANC, pour le territoire de l'ancienne Communauté de Communes du Centre Argonne,
- Syndicat mixte "Entente Oise-Aisne" pour la compétence "prévention des inondations", pour le territoire des communes d'Aubréville, Avocourt, Baulny, Boureuilles (hors bassin de l'Aisne), Brabant-en-Argonne, Brocourt-en-Argonne, Charpentry, Cheppy, Clermont-en-Argonne (hors bassin de l'Aisne), Dombasle-en-Argonne, Epinonville, Froidos, Gesnes-en-Argonne, Jouy-en-Argonne, Malancourt, Montblainville, Montfaucon-d'Argonne, Neuville-en-Argonne (hors bassin de l'Aisne), Rarécourt, Récicourt, Romagne-sous-Montfaucon, Varennes-en-Argonne, Vauquois et Véry. »

Article 3 : La Communauté de Communes Argonne-Meuse est régie par les statuts annexés au présent arrêté à compter du 1^{er} janvier 2019.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, des recours suivants qui doivent être introduits en recommandé avec accusé de réception (application des articles L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 et suivants du code de justice administrative) :

- soit un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet de la Meuse, 40 rue du Bourg – 55012 Bar-le-Duc ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau – 75800 – Paris Cedex 08 ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - CO 20038 - 54036 NANCY Cedex - le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse est chargé de l'exécution du présent arrêté ainsi que, chacun en ce qui le concerne, le Président de la Communauté de Communes Argonne-Meuse et les Maires des communes membres de la Communauté de Communes qui en recevront une copie à titre de notification. Il sera transmis, pour information, au Sous-Préfet de l'arrondissement de Verdun, au Directeur Départemental des Finances Publiques, au Directeur Académique des services de l'Education Nationale et au Directeur Départemental des Territoires. Il sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Meuse.

Fait à Bar-le-Duc, le **27 MARS 2019**
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,


Michel GOURIOU



STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE
COMMUNES ARGONNE-MEUSE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE du 27/09/2018

DELIBERATION N°20180927_075

Sommaire

Article Premier : Préambule.....	4
Article II : Constitution.....	4
Article III : Compétences.....	4
COMPETENCES OBLIGATOIRES.....	5
1. Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire ; schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ;.....	5
2. Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;.....	5
3. Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L.211-7 du code de l'environnement.....	5
4. Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;.....	5
5. Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.....	5
COMPETENCES OPTIONNELLES.....	6
1. PROTECTION ET MISE EN VALEUR DE L'ENVIRONNEMENT, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie.....	6
2. POLITIQUE DU LOGEMENT ET DU CADRE DE VIE,.....	6
3. CREATION, AMENAGEMENT ET ENTRETIEN DE LA VOIRIE,.....	6
4. CONSTRUCTION, ENTRETIEN ET FONCTIONNEMENT D'EQUIPEMENTS CULTURELS ET SPORTIFS D'INTERET COMMUNAUTAIRE ET D'EQUIPEMENTS DE L'ENSEIGNEMENT PREELEMENTAIRE ET ELEMENTAIRE D'INTERET COMMUNAUTAIRE.....	6
5. ACTION SOCIALE D'INTERET COMMUNAUTAIRE.....	6
6. CREATION ET GESTION DE MAISONS DE SERVICES AU PUBLIC.....	6
COMPETENCES FACULTATIVES.....	6
1. SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC) :.....	6
2. SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS ET ACTIONS CULTURELLES ET SPORTIVES.....	6
3. CONSTRUCTION, ENTRETIEN ET FONCTIONNEMENT D'EQUIPEMENTS RELATIFS AUX ACTIVITES PERISCOLAIRES ET EXTRASCOLAIRES;.....	7
4. FONDS DE CONCOURS - PRESTATION DE SERVICES - MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE.....	8
Article IV : Siège.....	8
Article V : Composition du conseil de communauté et répartition des conseillers.....	8
Article VI : Election des conseillers communautaires.....	8
Article VII : Fonctionnement du conseil de communauté.....	8

Article VIII : Rôle du président.....	9
Article IX : Composition et rôle du bureau.....	9
Article X : Recettes.....	9
Article XI : Dépenses.....	10
Article XII : Extension de compétences.....	10
Article XIII : Modification de périmètre.....	10
Article XIV : Autres modifications statutaires.....	10
Article XV : Adhésion de la communauté à un autre établissement public de coopération intercommunale...	10
Article XVI : Durée de la communauté et dissolution.....	10
Article XVII : Règlements intérieurs.....	11
Article XVIII : Dispositions diverses.....	11

STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES ARGONNE-MEUSE

Les Communes de Aubréville, Avocourt, Baulny, Boureuilles, Brabant-en-Argonne, Brabant-sur-Meuse, Charpentry, Cheppy, Brocourt-en-Argonne, Cierges-sous-Montfaucon, Le Claon, Clermont-en-Argonne, Consenvoye, Cuisy, Dombasle-en-Argonne, Epinonville, Esnes-en-Argonne, Forges-sur-Meuse, Froidos, Futeau, Gercourt-Drillancourt, Gesnes-en-Argonne, Les Islettes, Jouy-en-Argonne, Lachalade, Malancourt, Montblainville, Montfaucon d'Argonne, Le Neufour, Neuville-en-Argonne, Rarécourt, Récicourt, Regnéville-sur-Meuse, Romagne-sous-Montfaucon, Septsarges, Varennes-en-Argonne, Vauquois, Véry déclarent vouloir poursuivre leur coopération dans le but d'assurer le développement de leurs territoires.

Pour ce faire, elles se sont regroupées en une Communauté de Communes, conformément aux dispositions légales en vigueur, et selon les présents statuts

Article Premier : Préambule

L'arrêté préfectoral n°2016-2175 en date du 05 octobre 2016 a porté création à compter du 01/01/2017 de la communauté de communes Argonne-Meuse issue de la fusion de la Communauté de communes du Centre Argonne et de la Communauté de communes de Montfaucon-Varennes en Argonne,

Article II : Constitution

La communauté de communes Argonne-Meuse est composée des communes suivantes : *Aubréville, Avocourt, Baulny, Boureuilles, Brabant-en-Argonne, Brabant-sur-Meuse, Charpentry, Cheppy, Brocourt-en-Argonne, Cierges-sous-Montfaucon, Le Claon, Clermont-en-Argonne, Consenvoye, Cuisy, Dombasle-en-Argonne, Epinonville, Esnes-en-Argonne, Forges-sur-Meuse, Froidos, Futeau, Gercourt-Drillancourt, Gesnes-en-Argonne, Les Islettes, Jouy-en-Argonne, Lachalade, Malancourt, Montblainville, Montfaucon d'Argonne, Le Neufour, Neuville-en-Argonne, Rarécourt, Récicourt, Regnéville-sur-Meuse, Romagne-sous-Montfaucon, Septsarges, Varennes-en-Argonne, Vauquois, Véry.*

Article III : Compétences

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, la Communauté de Communes exerce, en lieu et place des Communes membres, les compétences définies ci-après. Lorsque l'exercice des compétences mentionnées est subordonné à la reconnaissance de leur intérêt communautaire, cet intérêt est déterminé à la majorité des deux tiers du conseil communautaire. Il est défini au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur de l'arrêté prononçant le transfert de compétence. A défaut, la communauté de communes exerce l'intégralité de la compétence,

COMPETENCES OBLIGATOIRES

La communauté de communes exerce de plein droit les compétences obligatoires suivantes prévues au I de l'article L.5214-16 du Code Général des Collectivités Territoriales

1. Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire ; schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ;

2. Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme

3. Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L.211-7 du code de l'environnement.

Cette compétence comprend les missions définies aux 1°, 2°, 5° et 8° du I de l'article L.211-7, soit :

- L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique.
- L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau.
- La défense contre les inondations.
- La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

4. Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

5. Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.

COMPETENCES OPTIONNELLES

La communauté de communes exerce, pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, les compétences optionnelles suivantes prévues au II de l'article L.5214-16 du Code Général des Collectivités Territoriales :

1. PROTECTION ET MISE EN VALEUR DE L'ENVIRONNEMENT, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie

2. POLITIQUE DU LOGEMENT ET DU CADRE DE VIE,

3. CREATION, AMENAGEMENT ET ENTRETIEN DE LA VOIRIE,

4. CONSTRUCTION, ENTRETIEN ET FONCTIONNEMENT D'EQUIPEMENTS CULTURELS ET SPORTIFS D'INTERET COMMUNAUTAIRE ET D'EQUIPEMENTS DE L'ENSEIGNEMENT PREELEMENTAIRE ET ELEMENTAIRE D'INTERET COMMUNAUTAIRE

5. ACTION SOCIALE D'INTERET COMMUNAUTAIRE

6. CREATION ET GESTION DE MAISONS DE SERVICES AU PUBLIC

et définition des obligations de service public y afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

COMPETENCES FACULTATIVES

La communauté de communes exerce les compétences facultatives suivantes :

1. SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC) :

La communauté de communes est compétente pour assurer le contrôle des systèmes d'assainissement non collectif, en conformité avec le zonage d'Assainissement réalisé par les communes

2. SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS ET ACTIONS CULTURELLES ET SPORTIVES

La communauté de communes est compétente pour développer une politique de soutien aux manifestations et actions contribuant à l'animation du territoire communautaire :

Les actions en matière de développement de la vie culturelle du territoire consistent en :

- Aide culturelle aux acteurs du territoire répondant à la majorité des critères qualitatifs suivants :
 - Organismes domiciliés sur le territoire
 - Manifestation faisant appel à des artistes et/ou techniciens professionnels
 - Privilégier les structures qui travaillent sur des projets à l'année
 - Actions en transversalité avec les autres axes du projet culturel communautaire : l'éducation artistique et/ou les bibliothèques
 - Actions rayonnant sur plusieurs communes
 - Mise en place de tarifs adaptés
 - Formalisation d'une démarche artistique et pédagogique
 - Caractère innovant de la manifestation
 -

- Mise en avant des ressources locales
- Actions partenariales avec d'autres champs culturels et d'autres aspects de la vie culturelle communautaire (économie, solidarité, environnement...)
- Soutien à l'animation dans les communes pour les dépenses de communication engagées pour l'organisation d'un évènement qui contribue à l'attractivité du territoire
- Soutien aux manifestations contribuant à l'animation du territoire et susceptibles de drainer l'ensemble des habitants de la CC ou ayant un rayonnement supra communautaire et qui sont organisés soit par la CC, soit par des tiers avec un soutien financier de la CC ou avec mise à disposition gracieuse des moyens logistiques de la CC
- Soutien aux bibliothèques sur les communes de son territoire pour faciliter le développement de la lecture publique
- Soutien à l'animation et mise en réseau des bibliothèques du territoire
- Mise en place et animation d'un contrat local d'éducation artistique, en partenariat par exemple avec le Ministère de la culture et de la communication et/ou le Ministère de l'éducation nationale

Les actions en matière d'éducation sportive du territoire:

- La CC est compétente pour mener toute étude concernant l'organisation et le développement des activités sportives sur son territoire.
- Soutien aux associations sportives par la mise à disposition de matériels, locaux et équipements, et par le versement de subvention selon le règlement en vigueur
- Prise en charge du transport pour les écoles primaires dans le cadre de l'apprentissage des pratiques sur le temps scolaire, vers les équipements culturels ou sportifs repris dans l'intérêt communautaire ou supra communautaire lorsqu'ils n'existent pas à l'échelle intercommunale

3.CONSTRUCTION, ENTRETIEN ET FONCTIONNEMENT D'EQUIPEMENTS RELATIFS AUX ACTIVITES PERISCOLAIRES ET EXTRASCOLAIRES;

La communauté de communes est compétente pour les équipements et structures suivantes :

- pour les garderies et accueils périscolaires et extrascolaires
 - Service du site RPI de Clermont
 - Service du site RPI de les Islettes
 - Service du site RPI de Consenvoye
 - Service du site RPI de Montfaucon
 - Service du site RPI de Varennes
 -
- pour la restauration scolaire :
 - Service de production de la cantine intercommunale à Varennes à destination des élèves des écoles maternelles et élémentaires de Consenvoye, Montfaucon et Varennes, des demandes extérieures ponctuelles ou récurrentes (collège notamment),
 - Service de restauration sites RPI de Clermont
 - Service de restauration site RPI de les Islettes
 - Service de restauration site RPI de Consenvoye
 - Service de restauration site RPI de Montfaucon
 - Service de restauration site RPI de Varennes

4. FONDS DE CONCOURS - PRESTATION DE SERVICES - MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE

La Communauté de Communes pourra, dans le cadre de ses compétences, à la demande de communes et d'établissements publics, assurer :

- Une mise à disposition des communes membres de la communauté de communes de services communautaires pour l'exercice de leurs compétences. Une convention conclue entre la communauté de communes et la ou les communes intéressées précise alors l'intérêt de la bonne organisation des services et fixe les conditions de remboursements des frais de fonctionnement des services.
- Une maîtrise d'ouvrage déléguée dans le cadre de conventions de délégation de maîtrise d'ouvrage.
- Des fonds de concours en vue du financement des dépenses de fonctionnement et d'investissement liées à un équipement peuvent être versés entre la communauté de communes et ses communes membres dans les conditions prévues au V de l'article L.5214-16 du CGCT. Une convention conclue entre la communauté de communes, la ou les communes intéressées précise alors l'intérêt dudit fonds de concours et en fixe le montant.
- Des prestations de services, de travaux ou de secrétariat à la demande et pour le compte des collectivités, membres ou non de la communauté de communes, ou groupements de collectivités uniquement dans le cadre de compétences en lien avec celles de la communauté de communes et dans le respect du code des marchés et du droit de la concurrence.

Article IV : Siège

Le siège de la Communauté de Communes est fixé au 16 rue Thiers 55120 à Clermont en Argonne.

Article V : Composition du conseil de communauté et répartition des conseillers

Le nombre et la répartition des sièges au sein du Conseil de Communauté sont établis en fonction des règles fixées à l'article L. 5211-6-1 du Code Général des Collectivités Territoriales. Un arrêté préfectoral constate le nombre total de sièges au sein du Conseil de Communauté, ainsi que celui attribué à chaque Commune membre.

Article VI : Election des conseillers communautaires

L'élection des Conseillers Communautaires intervient en fonction des règles fixées à l'article L. 5211-6 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article VII : Fonctionnement du conseil de communauté

En application des dispositions de l'article L.5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, les conditions de validité des délibérations du Conseil de Communauté et, le cas échéant, de celles du Bureau procédant par délégation du Conseil, les dispositions relatives aux convocations, à l'ordre et à la tenue des séances sont celles que fixe le Code Général des Collectivités Territoriales pour les Conseils Municipaux. Toutefois, sur la demande de cinq membres ou du Président, le Conseil peut décider de se réunir à huis clos (article 5211-11 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Les lois et règlements qui concernent le contrôle administratif et financier des Communes sont applicables à la Communauté de Communes (article L.5211-4 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Le Conseil de Communauté se réunit au moins une fois par trimestre, au siège de la Communauté de Communes ou dans un autre lieu choisi par le conseil dans l'une des Communes membres (article L.5211-11

du Code Général des Collectivités Territoriales). Le Président est tenu de convoquer le Conseil à la demande du tiers au moins des membres du Conseil.

Les décisions du Conseil de Communauté dont les effets ne concerneront qu'une seule des Communes membres ne peuvent être prises qu'après avis du Conseil Municipal de cette Commune (article L.5211-57 du Code Général des Collectivités Territoriales). S'il n'a pas été rendu dans le délai de trois mois à compter de la transmission du projet, l'avis est réputé favorable. Lorsque cet avis est défavorable, la décision doit être prise à la majorité des deux tiers des membres du Conseil de Communauté.

Article VIII : Rôle du président

Conformément aux dispositions de l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président est l'organe exécutif de la Communauté de Communes.

A ce titre, il :

- prépare et exécute les délibérations du Conseil de Communauté,
- ordonne les dépenses et prescrit l'exécution des recettes,
- est seul chargé de l'administration, mais peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions, aux Vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers, à d'autres membres du Bureau. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au Directeur et au Directeur Adjoint. Ces délégations subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées.
- est chef des services que la Communauté de Communes a créés,
- représente la Communauté de Communes en justice,

Article IX : Composition et rôle du bureau

Le bureau est composé du président et de vice-présidents dont le nombre est défini par l'organe délibérant dans le respect des règles fixées à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il peut aussi, éventuellement, comporter un ou plusieurs autres membres. Le nombre de vice-présidents est déterminé par l'organe délibérant, sans que ce nombre puisse être supérieur à 20 %, arrondi à l'entier supérieur, de l'effectif total de l'organe délibérant ni qu'il puisse excéder quinze vice-présidents. Toutefois, si l'application de la règle définie à l'alinéa précédent conduit à fixer à moins de quatre le nombre des vice-présidents, ce nombre peut être porté à quatre.

Le mandat des membres du Bureau prend fin en même temps que celui des membres de l'organe délibérant. Le Président et le Bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant, à l'exception:

- du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes et redevances,
- de l'approbation du compte administratif,
- des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de la Communauté de Communes,
- de l'adhésion de la Communauté de Communes à un établissement public,
- de la délégation de la gestion d'un service public,
- des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville,

Lors de chaque réunion du Conseil de Communauté, le Président rend compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Article X : Recettes

Les recettes du budget de la communauté de communes comprennent (article 5214-23 CGCT):

- Les ressources fiscales mentionnées au II ou, le cas échéant, au I de l'article 1379-0 bis du code général des impôts, ainsi que celles mentionnées au V du même article.
- Le revenu des biens, meubles ou immeubles, de la communauté de communes ;
- Les sommes qu'elle reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu ;
- Les subventions de l'Etat, de la région, du département et des communes ;
- Le produit des dons et legs ;
- Le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ;
- Le produit des emprunts ;
- La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et le reversement du Fonds national de garantie individuelle des ressources ;

Article XI : Dépenses

Les dépenses de la Communauté de Communes comprennent :

- les dépenses de tous les services confiés à la Communauté de Communes, au titre des compétences de droit, obligatoires, optionnelles et facultatives,
- les dépenses relatives à l'administration générale de la Communauté de Communes.

Article XII : Extension de compétences

Toute extension des compétences de la Communauté de Communes se fera en application des dispositions de l'article L. 5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales précité.

Article XIII : Modification de périmètre

La modification du périmètre de la communauté de communes se réalise principalement soit par l'admission de nouvelles communes en application de la procédure fixée à l'article L.5211-18 du CGCT, soit par le retrait de communes membres en application de la procédure fixée à l'article L.5211-19 du CGCT

Article XIV : Autres modifications statutaires

Les autres modifications statutaires interviennent en application de la procédure fixée à l'article L.5211-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article XV : Adhésion de la communauté à un autre établissement public de coopération intercommunale

Par dérogation aux dispositions de l'article L.5214-27 du CGCT, l'adhésion de la communauté de communes à un syndicat mixte est décidée par simple délibération du conseil de communauté, sans que l'accord des conseils municipaux des communes membres ait à être sollicité

Article XVI : Durée de la communauté et dissolution

En application des dispositions de l'article L.5214-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Communauté de Communes est formée pour une durée illimitée.

En application des dispositions de l'article L.5214-28 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Communauté de Commune est dissoute :

- Soit de plein droit à l'expiration de la durée fixée par la décision institutive,
- Soit par le consentement de tous les Conseils Municipaux intéressés.

Elle peut être dissoute :

- Sur la demande motivée de la majorité de ces Conseils Municipaux par arrêté du représentant de l'Etat dans le département,
- Soit, lorsque la Communauté de Communes a opté pour le régime fiscal défini à l'article 1609 nonie C du code général des impôts, sur la demande des Conseils Municipaux dans les conditions de majorité requises pour la création par arrêté du représentant de l'Etat dans le département,
- Soit d'office par un décret rendu sur l'avis conforme du Conseil d'Etat,

L'arrêté ou le décret de dissolution détermine, dans le respect des dispositions de l'article L. 5211-25-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et sous réserve des droits des tiers, les conditions dans lesquelles la Communauté de Communes est liquidée,

La répartition des personnels concernés entre les Communes membres est soumise, pour avis, aux commissions administratives paritaires compétentes. Elle ne peut donner lieu à dégageant des cadres. Les personnels concernés sont nommés dans un emploi de même niveau et en tenant compte de leurs droits acquis. Les Communes attributaires supportent les charges financières correspondantes.

Article XVII : Règlements intérieurs

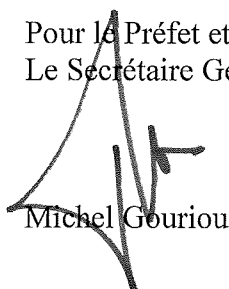
Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté de la communauté de communes Argonne-Meuse établira en tant que de besoin, des règlements intérieurs spécifiques, pour l'exécution des actions contenues dans les présents statuts.

Article XVIII : Dispositions diverses

Pour toutes les dispositions non expressément prévues aux présents statuts, il sera fait application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Vu les présents statuts pour être annexés
à mon arrêté n°2019 - 456 en date du **27 MARS 2019**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général


Michel Gouriou



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MEUSE

Préfecture

Direction de la coordination des politiques publiques
et de l'appui territorial

Bureau de l'interministérialité

Arrêté n° 2019-⁷¹⁵ du 31 mars 2019
accordant délégation de signature à M. François GIEGE,
chef du bureau des relations avec les collectivités territoriales
directeur de la citoyenneté et de la légalité par intérim

Le Préfet de la Meuse,

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 31 juillet 2018 portant nomination de M. Michel GOURIOU, secrétaire général de la préfecture de la Meuse ;

Vu le décret du 4 janvier 2019 nommant M. Alexandre ROCHATTE, Préfet de la Meuse ;

Vu l'arrêté interministériel du 26 janvier 2006 modifié relatif au contrôle financier des programmes et des services du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire ;

Vu l'arrêté interministériel du 8 décembre 1993 modifié portant règlement de comptabilité du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

Vu l'arrêté interministériel du 16 décembre 2013 relatif au cadre de la gestion budgétaire et au contrôle budgétaire des ministères de l'intérieur et de l'outre-mer ;

Horaires d'ouverture du lundi au vendredi :

de 8:45 à 12:00 : ouverture des guichets et des services et de 13:30 à 17:00 : uniquement sur rendez-vous
40 rue du Bourg BP 30512 55012 BAR LE DUC CEDEX - Tél : 03 29 77 55 55 - Télécopie : 03 29 79 64 49
site internet : www.meuse.gouv.fr mel : pref-courrier@meuse.gouv.fr

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017-230 du 2 février 2017 modifié portant organigramme fonctionnel des services de la préfecture ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017-2146 du 13 octobre 2017 portant affectation de M. François GIEGE en qualité d'adjoint au directeur de la citoyenneté et de la légalité, chef du bureau des relations avec les collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017-2136 du 13 octobre 2017 portant affectation de M. Fabrice DE BORTOLI en qualité d'adjoint au directeur de la citoyenneté et de la légalité, chef du bureau de la réglementation, des étrangers et des élections ;

Vu l'arrêté n°2018-1842 du 7 août 2018 portant affectation de Mme Aurélie CLAVEL en qualité de cheffe de la section étrangers, adjointe au chef du bureau de la réglementation, des élections et des étrangers ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2018-2216 du 02 octobre 2018 portant affectation de Mme Sylvie LEPERCQ à la direction de la citoyenneté et de la légalité en qualité de cheffe de la section Contrôle de Légalité et Intercommunalité, adjointe au chef du bureau des relations avec les collectivités territoriales ;

Vu la note de service du 26 mars 2019 portant nomination de M. François GIEGE, directeur de la citoyenneté et de la légalité par intérim à compter du 1^{er} avril 2019 ,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Meuse ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : A compter du 1^{er} avril 2019, délégation est donnée à M. François GIEGE, directeur de la citoyenneté et de la légalité par intérim, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, les décisions, les pièces et les documents suivants :

I – DOCUMENTS DE PORTÉE GÉNÉRALE :

- Certification et visa de pièces et documents,
- Copies d'arrêtés et de décisions,
- Mandats de paiement, arrêtés, titres de perception et, d'une manière générale, tout document se rattachant à la mission d'ordonnateur des services de l'État,
- Titres de perception rendus exécutoires,
- Correspondances courantes, à l'exclusion des courriers aux ministres et parlementaires, conseillers départementaux et régionaux, et de ceux comportant décision de principe, observations de portée générale sur la gestion municipale ou instructions générales,
- États statistiques périodiques adressés aux ministres,
- Mandats de représentation de l'État devant les juridictions administratives et judiciaires.

II – RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES :

- les accusés de réception des dossiers de demande de subventions,
- les bordereaux d'envoi,
- les bordereaux de demandes de paiement, titres de perception et, d'une manière générale, tout document comptable se rattachant à la mission d'ordonnateur des services de l'État dans le département,

- les états de notification des taux d'imposition des taxes directes locales
- les accusés de réception des documents administratifs, budgétaires et comptables des établissements publics locaux d'enseignement.

III – RÉGLEMENTATION ET ÉLECTIONS :

- Récépissés de déclaration de candidature pour les élections politiques et professionnelles,
- Visa des listes électorales pour les élections professionnelles,
- Récépissés de déclaration de création, modification et dissolution d'association loi 1901 et 1905, paraphe des registres,
- Accusés de réception de déclarations de libéralités et d'autorisations préalables de libéralités,
- Récépissé de déclaration de revendeurs d'objets mobiliers,
- Récépissés et délivrance de cartes professionnelles de toute nature,
- Instruction et délivrance des titres de maître restaurateur,
- Arrêtés d'habilitation dans le domaine funéraire,
- Autorisation de transport de corps en dehors du territoire métropolitain,
- Octroi d'un délai supplémentaire pour l'inhumation ou la crémation de personnes décédées,
- Courriers d'autorisation ou de refus d'exploitation de véhicules de taxi,
- Délivrance de la carte professionnelle de conducteur de taxi suite à réussite à l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi,
- Restitution de carte professionnelle de conducteur de taxi suite à rupture de contrat de travail ou cessation d'activité.

IV – CIRCULATION AUTOMOBILE :

- Attestations médicales de conducteurs, récépissés de déclaration d'inscription de gage et de radiation d'inscription, signification des procès-verbaux d'indisponibilité des certificats d'immatriculation et des mainlevées de ces procès-verbaux,
- Convocations devant la commission médicale des permis de conduire en application de l'article R 221-13 de code de la route prescrivant un examen médical suite à certaines infractions,
- Convocations devant la commission médicale des permis de conduire, en application de l'article R. 221-14 du code de la route prescrivant un examen médical lorsque l'état physique du titulaire du permis de conduire peut être incompatible avec le maintien de ce permis,
- Reconstitution partielle de points du permis de conduire,
- Arrêtés de suspension des permis de conduire et leur notification, arrêtés d'interdiction temporaire de conduire en France et leur notification, arrêtés modificatifs ou les rapportant et leur notification,
- Interdiction de solliciter un permis de conduire,
- Récépissé de remise des permis de conduire invalidés par solde de points nul,
- Arrêtés de retrait d'un permis de conduire obtenu irrégulièrement ou frauduleusement,
- Mesures administratives consécutives à un examen médical,
- Lettres d'avertissement et décisions les rapportant,
- Arrêtés d'agrément des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière et des associations qui s'appuient sur la formation à la conduite et à la sécurité routière pour faciliter l'insertion ou la réinsertion sociale ou professionnelle,
- Autorisations d'enseigner pour les moniteurs d'auto-école,
- Arrêtés d'agrément des organismes assurant des stages de sensibilisation à la sécurité routière,
- Autorisations d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière,

- Arrêtés d'agrément des organismes assurant les tests psychotechniques en cas d'annulation du permis de conduire.
- Contrat de labellisation des autos-écoles et certificat de conformité de labellisation.

V – TITRES D'IDENTITÉ :

- Délivrance et refus de passeports d'urgence, de mission et de service.

VI – ÉTRANGERS :

- Récépissés et autorisations provisoires de séjour délivrés aux ressortissants étrangers,
- Titres de séjour délivrés aux ressortissants étrangers,
- Documents de circulation pour étrangers mineurs et titres d'identités Républicains,
- Enquêtes de moralité, attestations sur l'honneur de communauté de vie,
- Délivrance des laissez-passer et sauf-conduits,
- Courriers chargeant les forces de l'ordre de procéder aux transferts des étrangers placés en rétention administrative vers les lieux de mise en œuvre de leur éloignement,
- Demandes d'enquêtes aux forces de police et de gendarmerie,
- Correspondances liées à l'exécution des mesures d'éloignement des étrangers en situation irrégulière.
- Attestations de dépôt de permis de conduire étranger,

En cas d'absence ou d'empêchement simultané du préfet et du secrétaire général :

- Visas de régularisation,
- Refus d'échange de permis de conduire étranger dans les cas d'absence de réciprocité et de délai d'un an dépassé.

Article 2 : Délégation de signature est consentie sous l'autorité de M. François GIEGE directeur de la citoyenneté et de la légalité par intérim, dans le cadre de leurs attributions et compétences respectives et dans les limites de la délégation accordée à l'article 1^{er} du présent arrêté, à :

- Mme Sylvie LEPERCQ, attachée d'administration de l'État, chef de la section Contrôle de Légalité et Intercommunalité, pour les pièces et documents figurant à l'article 1^{er} ci-dessus relevant des attributions du bureau des relations avec les collectivités territoriales, à l'exception des documents mentionnés à l'article 4.

- M. Fabrice DE BORTOLI, attaché d'administration de l'État, chef du bureau de la réglementation, des étrangers et des élections et, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, à Mme Aurélie CLAVEL, attachée d'administration de l'État, cheffe de la section étrangers et adjointe au chef du bureau de la réglementation, des élections et des étrangers pour les pièces et documents figurant à l'article 1^{er} ci-dessus et relevant de ses attributions, à l'exception des documents mentionnés à l'article 4 ;

Article 3 : En l'absence ou en cas d'empêchement de M. François GIEGE, directeur de la citoyenneté et de la légalité par intérim, la délégation de signature consentie à l'article 1^{er} est transférée à M. Fabrice DE BORTOLI attaché d'administration de l'État, et en l'absence ou en cas d'empêchement de M. Fabrice DE BORTOLI, à Mme Sylvie LEPERCQ, attaché d'administration de l'État.

Article 4 : Sont strictement réservés à la signature de M. François GIEGE et à celles de M. Fabrice DE BORTOLI :

1 - Circulation automobile :

- Arrêtés d'agrément des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, et des associations qui s'appuient sur la formation à la conduite et à la sécurité routière pour faciliter l'insertion ou la réinsertion sociale ou professionnelle,
- Arrêtés d'agrément des organismes assurant des stages de sensibilisation à la sécurité routière,
- Arrêtés d'agrément des organismes assurant les tests psychotechniques en cas d'annulation du permis de conduire.

2 - Étrangers en cas d'absence ou d'empêchement simultané du préfet et du secrétaire général :

- Visas de régularisation,
- Refus d'échange de permis de conduire étranger dans les cas d'absence de réciprocité et de délai d'un an dépassé.

Article 5 : Délégation de signature est accordée en l'absence ou en cas d'empêchement de leurs chefs de section respectifs :

- a) à Mme Nadine GATIN, Mme Yolande ARAB, Mme Valérie BOULAY, adjointes administratives, pour les documents afférents à la circulation automobile :
 - bordereaux d'envoi ne comportant pas de décision,
 - convocation à la commission médicale primaire des permis de conduire,
 - formulaires-types demandant un complément de dossier.
- b) à Mme Nadine GATIN, Mme Murielle MARIE et Mme Christine GARCIA, adjointes administratives, pour les documents afférents aux élections et à la réglementation :
 - bordereaux d'envoi ne comportant pas de décision,
 - formulaires-types demandant un complément de dossier.
- c) Mme Bérénice NICOLAS, Mme Victoria HOUDINET, Mme Marjorie MATHIEU, Mme Marylise PETERMANN et Mme Corinne MATTES, adjointes administratives, pour les documents suivants afférents à la réglementation des étrangers :
 - demande d'enquête de moralité ou de communauté de vie,
 - demande d'entretien d'intégration républicaine,
 - télécopie ne comportant pas de décision,
 - récépissés délivrés aux ressortissants étrangers.

Article 6 : Dans le cadre des astreintes relevant du droit des étrangers, délégation est donnée à :

- M. François GIEGE, directeur de la citoyenneté et de la légalité par intérim,
 - M. Fabrice DE BORTOLI, adjoint au directeur de la citoyenneté et de la légalité par intérim,
 - Mme Aurélie CLAVEL, attachée d'administration de l'État, cheffe de la section étrangers et adjointe au chef du bureau de la réglementation, des élections et des étrangers,
 - Mme Marjorie MATHIEU, adjointe administrative,
- pour signer toute correspondance et bordereau liés à l'exécution des mesures d'éloignement des étrangers en situation irrégulière.

Article 7 : L'arrêté n° 2019-128 du 21 janvier 2019 accordant délégation de signature à M. Philippe BOUTON, directeur de la citoyenneté et de la légalité est abrogé.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture de la Meuse et le directeur de la citoyenneté et de la légalité par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meuse.



Alexandre ROCHATTE

Délais et voies de recours (application des articles L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 et suivants du Code de justice administrative).

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet de la Meuse, 40 rue du Bourg – 55012 Bar-le-Duc ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau – 75800 – Paris Cedex 08;
- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - CO 20038 - 54036 NANCY Cedex - le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr .

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Le rejet implicite intervient, suite au silence gardé par l'administration, à l'issue d'une période de deux mois.



PRÉFET DE LA MEUSE

Préfecture

Direction de la coordination des politiques publiques
et de l'appui territorial

Bureau de l'interministérialité

Arrêté n° 2019-*776* du *31* mars 2019
portant délégation de signature à M. Laurent MAITREHEU,
directeur des ressources humaines et des moyens

Le Préfet de la Meuse,

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements notamment ses articles 43, 44 et 45 ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 31 juillet 2018 portant nomination de M. Michel GOURIOU, secrétaire général de la préfecture de la Meuse ;

Vu le décret du 4 janvier 2019 nommant M. Alexandre ROCHATTE, Préfet de la Meuse ;

Vu l'arrêté du 26 janvier 2006 modifié relatif au contrôle financier des programmes et des services du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire ;

Vu l'arrêté ministériel 17/0697/A du 22 septembre 2017 portant nomination de M. Laurent MAITREHEU, attaché hors classe d'administration de l'État, directeur des ressources humaines et des moyens à la Préfecture de la Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017-230 du 2 février 2017 modifié portant organigramme fonctionnel des services de la préfecture ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017-1775 du 22 août 2017 affectant Mme Lucille DUPONT, attachée d'administration de l'État, à la direction des ressources humaines et des moyens en qualité de chef du bureau des budgets, de l'accueil, de la logistique et du service intérieur ;

Horaires d'ouverture du lundi au vendredi :

de 8:45 à 12:00 : ouverture des guichets et des services et de 13:30 à 17:00 : uniquement sur rendez-vous
40 rue du Bourg BP 30512 55012 BAR LE DUC CEDEX - Tél : 03 29 77 55 55 - Télécopie : 03 29 79 64 49
site internet : www.meuse.gouv.fr mel : pref-courrier@meuse.gouv.fr

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017-2194 du 13 octobre 2017 portant affectation de Mme Aude THOUVENIN-REHM à la direction des ressources humaines et des moyens en qualité de chef du bureau des ressources humaine et du service départemental d'action sociale ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017-2193 du 13 octobre 2017 portant affectation de Mme Sylvie TETARD, à la direction des ressources humaines et des moyens en qualité d'adjointe au chef du bureau des ressources humaines et de l'action sociale, gestionnaire des ressources humaines ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017-2169 du 13 octobre 2017 portant affectation de Mme Sandrine LEMOINE, à la direction des ressources humaines et des moyens en qualité de chef de pôle des budgets et d'adjointe au chef du bureau des budgets, de l'accueil, de la logistique et du service intérieur ;

Vu l'arrêté n° 2017-2301 du 19 octobre 2017 portant affectation de M. Patrick CLEMENT, à la direction des ressources humaines et des moyens en qualité de cadre de proximité chargé du pôle de l'accueil, du courrier, de la logistique et du service intérieur – adjoint au chef de bureau ;

Vu la convention de délégation de gestion entre le préfet de la Meuse et le préfet de la région Grand-Est, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet du Bas-Rhin

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Meuse ;

ARRETE

Article 1^{er} : Délégation de signature est donnée à M. Laurent MAITREHEU, directeur des ressources humaines et des moyens :

- à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions :

- toute correspondance administrative, à l'exclusion du courrier adressé aux ministres et aux parlementaires et des correspondances comportant décision de principe ou instructions générales,
- les actes d'engagement, les bons de commande, les devis des budgets des BOP 207, 216, 218, 232, 307, 333, 348, 723 dans la limite de 1 000 € TTC,
- les certifications de services faits (flux 3 et 4) et les tableaux des ordres à payer, des BOP 207, 216, 218, 232, 307, 333, 348, 723,
- les arrêtés ou décisions de congés de maladie ordinaire, de longue maladie et de longue durée.

- à l'effet de valider la création des expressions de besoins, la constatation et la certification des services faits tous flux confondus dans l'outil Chorus formulaire ainsi que la création des titres de perception, des BOP 207, 216, 218, 232, 307, 333, 348, 723

- à l'effet de valider les ordres de mission et les états de frais saisis dans CHORUS DT.

Article 2 : Délégation est donnée à Mme Aude THOUVENIN-REHM, chef du bureau des ressources humaines et de l'action sociale :

- à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions :

- toute correspondance administrative, à l'exclusion du courrier adressé aux ministres et aux parlementaires et des correspondances comportant décision de principe ou instructions générales,
- les arrêtés ou décisions de congés de maladie ordinaire, de longue maladie et de longue durée,
- les actes d'engagement, les bons de commande, les devis des budgets des BOP 207, 216, 218, 232, 307, 333, 348, 723, dans la limite de 1 000 € TTC,

- les certifications de services faits (flux 3 et 4) et les tableaux des ordres à payer, des BOP 207, 216, 218, 232, 307, 333, 348, 723,
- à l'effet de valider la création des expressions de besoins, la constatation et la certification des services faits tous flux confondus dans l'outil Chorus formulaire ainsi que la création des titres de perception, des BOP 207, 216, 218, 232, 307, 333, 348, 723
- à l'effet de valider les ordres de mission et les états de frais saisis dans CHORUS DT.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Aude THOUVENIN-REHM, chef du bureau des ressources humaines et de l'action sociale, délégation est donnée à Mme Sylvie TETARD, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, adjointe au chef du bureau des ressources humaines et de l'action sociale, à l'effet de signer les pièces et documents suivants relevant des attributions de ce bureau :

- les arrêtés ou décisions de congés de maladie ordinaire,
- Les bordereaux d'envoi.

Article 4 : Délégation est donnée à Mme Lucille DUPONT, chef du bureau des budgets, de l'accueil, de la logistique et du service intérieur :

- à l'effet de signer dans la limite de ses attributions :
 - toutes correspondances administratives, à l'exclusion des courriers adressés aux ministres et aux parlementaires, et des correspondances comportant décision de principe ou instructions générales,
 - les actes d'engagement, les bons de commande, les devis des budgets des BOP 207, 216, 218, 232, 307, 333, 348, 723 dans la limite de 1 000 € TTC,
 - les certifications de services faits (flux 3 et 4) et les tableaux des ordres à payer, des BOP 207, 216, 218, 232, 307, 333, 348, 723,
- à l'effet de valider la création des expressions de besoins, la constatation et la certification des services faits tous flux confondus dans l'outil Chorus formulaire ainsi que la création des titres de perception, des BOP 207, 216, 218, 232, 307, 333, 348, et 723,
- à l'effet de valider les ordres de mission et les états de frais saisis dans CHORUS DT.

Article 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Lucille DUPONT, chef du bureau des budgets, de l'accueil, de la logistique et du service intérieur, délégation est donnée à :

1. Mme Sandrine LEMOINE, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, chef de pôle des budgets et adjointe au chef du bureau des budgets, de l'accueil, de la logistique et du service intérieur,
2. M. Patrick CLEMENT, contrôleur des services techniques de classe supérieure, cadre de proximité chargé du pôle de l'accueil, du courrier, de la logistique et du service intérieur – adjoint au chef de bureau,

à l'effet de signer les pièces et documents suivants relevant des attributions de leur bureau :

- les actes d'engagement, les bons de commande et les devis des budgets des BOP 207, 216, 218, 232, 307, 333, 348, et 723 dans la limite de 1 000 € TTC,
- les bordereaux d'envoi.

Article 6 : Délégation est donnée pour créer les expressions de besoins, pour constater et certifier les services faits tous flux confondus dans l'outil Chorus formulaire, ainsi que pour créer les titres de perception et signer les tableaux des ordres à payer, des BOP 207, 216, 218, 232, 307, 333, 348, et 723 à :

- Mme Laurence BARBI,
- Mme Christine DEVAUX (à compter du 1^{er} avril 2019),
- Mme Sandrine LEMOINE,
- Mme Séverine MAGINOT,

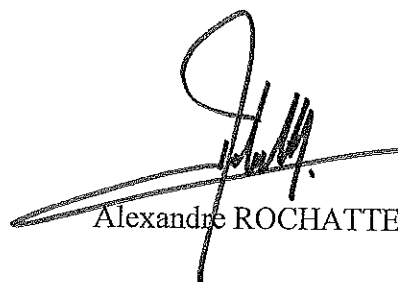
Article 7 : délégation de signature est donnée à l'effet de valider les ordres de mission et les états de frais saisis dans CHORUS DT à :

- Mme Laurence BARBI,
- Mme Christine DEVAUX (à compter du 1^{er} avril 2019),
- Mme Sandrine LEMOINE

Article 8 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Laurent MAITREHEU, directeur des ressources humaines et des moyens, la délégation consentie à l'article 1^{er} est transférée à Mme Aude THOUVENIN-REHM, chef du bureau des ressources humaines et de l'action sociale et, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Aude THOUVENIN-REHM, à Mme Lucille DUPONT, chef du bureau des budgets, de l'accueil, de la logistique et du service intérieur.

Article 9 : L'arrêté préfectoral n° 2019-131 du 21 janvier 2019 accordant délégation de signature à M. Laurent MAITREHEU, directeur des ressources humaines et des moyens est abrogé.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur des ressources humaines et des moyens sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meuse.



Alexandre ROCHATTE

Délais et voies de recours (application des articles L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 et suivants du Code de justice administrative).

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet de la Meuse, 40 rue du Bourg – 55012 Bar-le-Duc ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau – 75800 – Paris Cedex 08;
- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif de NANCY - 5; place de la Carrière - CO 20038 - 54036 NANCY Cedex - le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr .

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Le rejet implicite intervient, suite au silence gardé par l'administration, à l'issue d'une période de deux mois.

Ministère de la Justice

Direction interrégionale des services pénitentiaires de STRASBOURG

Centre de détention de SAINT-MIHIEL

A SAINT-MIHIEL

Le 28 mars 2019

Décision portant délégation de signature

- Vu l'article 18 du décret n° 2019-223 du 23 mars 2019,
- Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment les articles L.312-2 et R.312-4,
- Vu l'arrêté du ministre de la justice en date du 1^{er} janvier 2016 nommant Monsieur COLLIGNON Patrick en qualité de chef d'établissement du Centre de Détention de SAINT-MIHIEL.

Madame JOURNOT Eva, directrice adjointe et Monsieur Denis GUILLERM, Mme Noélie LEBAS, Monsieur José LAGUERRE, officiers au Centre de Détention de SAINT-MIHIEL sont désignés pour assister le chef d'établissement dans l'exercice de ses attributions définies par le décret n° 2019-223 du 23 mars 2019 instaurant un vote par correspondance des personnes détenues à l'élection des représentants au Parlement européen.

Délégation de signature permanente leur est donnée pour l'exercice de leurs missions.

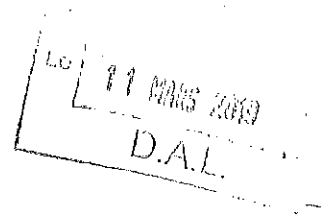
La présente délégation de signature est publiée au recueil des actes administratifs du département dans lequel l'établissement a son siège.

Le chef d'établissement
Patrick COLLIGNON
Directeur du
CD ST-MIHIEL
Patrick COLLIGNON
Signature





PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE



Préfecture

Direction de la citoyenneté
et de l'action locale

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE **LE PRÉFET DE LA MEUSE**
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-26 et L5212-33;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 janvier 1981 portant création du syndicat intercommunal pour la gestion de la bourse du travail du bassin minier ;

VU la délibération n° 2018/03 du comité syndical du Syndicat intercommunal pour la gestion de la Bourse du Travail, en date du 9 juillet 2018, demandant la dissolution du syndicat ;

VU la sollicitation en date du 13 août 2018, de l'avis des communes membres par le syndicat ;

VU les avis favorables des communes de TRIEUX (le 23/08/2018), THIL (le 30/08/2018), AUDUN LE ROMAN (le 12/09/2018), MONT-BONVILLERS (le 24 septembre 2018), PIENNES (le 21/09/2018), JOUDREVILLE (le 25/09/2018), SERROUVILLE (le 04/10/2018), MOUTIERS (le 08/10/2018), HUSSIGNY-GODBRANGE (le 08/10/2018), LANDRES (le 17/10/2018), et MERCY-LE-BAS (le 30/10/2018) ;

VU l'absence d'avis des communes d'ANOUX, BOULIGNY, TUCQUEGNIEUX et VALLEROY,

CONSIDÉRANT que les conditions nécessaires pour procéder à la liquidation du syndicat ne sont pas réunies ;

SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse ;

ARRÊTENT

Article 1^{er} : Il est mis fin à l'exercice des compétences du Syndicat intercommunal pour la gestion de la Bourse du Travail du bassin minier.

.../...

Adresse postale : Préfecture de Meurthe-et-Moselle - 1 rue Préfet Claude Erignac - CS 60031 - 54038 NANCY CEDEX
Téléphone 03 83 34 26 26 - Fax 03 83 30 52 34

Accueil du public : 6, rue Sainte-Catherine 54000 NANCY
Retrouvez les horaires d'accueil des services sur <http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr> ou sur notre serveur vocal 03 83 34 22 44

Article 2 : La dissolution du Syndicat intercommunal pour la gestion de la Bourse du Travail du bassin minier sera prononcée ultérieurement, dès lors que les conditions de sa liquidation seront réunies. Le syndicat conserve sa personnalité morale pour les seuls besoins de sa dissolution.

Article 3 : Le président du Syndicat intercommunal pour la gestion de la Bourse du Travail rend compte, tous les trois mois, de l'état d'avancement des opérations de liquidation à l'autorité administrative compétente.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse.

Article 5 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la préfecture de la Meuse, le sous-préfet de Briey, le sous-préfet de Verdun et le président du Syndicat intercommunal pour la gestion de la Bourse du Travail du bassin minier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires et aux présidents des collectivités intéressées ainsi qu'aux directeurs départementaux des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse.

NANCY, le 14 MARS 2019

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Pour le préfet
et par délégation,
La secrétaire générale

Marie-Blanche BERNARD

Le Préfet de la Meuse
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Michel GOURIOU



PREFET DE LA HAUTE-MARNE

Sous-Préfecture

Pôle des Collectivités Locales
et du Développement Territorial

ARRETE INTER PREFECTORAL N° 1583 DU 21 MARS 2019

**Portant Extension du périmètre par l'adhésion du Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin
Marnais de la Blaise et modification des statuts du Syndicat Mixte du Bassin de la Marne et
ses Affluents**

Le Préfet de la Marne

Le Préfet de la Meuse

La Préfète de la Haute-Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU l'article L5212-27 et l'article L 5711-4 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU l'arrêté inter préfectoral N° 2776 du 20 décembre 2016, modifié, portant création du Syndicat Mixte du Bassin de la Marne et ses Affluents ;
VU la délibération n°05/2018 du 19 septembre 2018, du Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin Marnais de la Blaise portant adhésion au Syndicat Mixte du Bassin de la Marne et ses Affluents ;
VU la délibération n°77/2018 du 1^{er} octobre 2018 de la Communauté de Communes Perthois Bocage et Der portant décision d'adhérer et transférer sa compétence GEMA au Syndicat Mixte du Bassin de la Marne et ses Affluents ;
VU la délibération n° 2018-055 du 23 octobre 2018 du Syndicat Mixte du Bassin de la Marne et ses Affluents acceptant l'adhésion et le transfert de la compétence GEMA (Gestion des Milieux Aquatiques) du Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin Marnais de la Blaise pour le bassin versant de la Blaise uniquement et approuvant l'adhésion de la Communauté de Communes Perthois Bocage et Der pour les communes de Ambrières, Arrigny, Larzicourt, Ecollement et Saint-Marie-du-Lac pour le bassin versant de la Marne uniquement ;
VU les délibérations des communes et communautés de communes membres du Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin de la Marne et ses Affluents acceptant l'adhésion et le transfert de compétences ;

Considérant l'article L5211-18 du CGCT qui dispose que l'absence de délibérations des membres du syndicat dans un délai de 3 mois vaut décision favorable ;

Considérant l'article L 5711-4 du CGCT qui dispose que l'adhésion d'un syndicat mixte à un autre syndicat mixte entraîne sa dissolution.

Sur proposition des secrétaires généraux,

ARRESENT :

ARTICLE 1 : A compter de la publication du présent arrêté, le Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin Marnais de la Blaise adhère et transfère l'ensemble de ses compétences au Syndicat Mixte du Bassin de la Marne et ses Affluents.

ARTICLE 2 : Le périmètre du Syndicat Mixte du Bassin de la Marne et ses Affluents est modifié conformément aux statuts joints au présent arrêté.

ARTICLE 3 : La Communauté de Communes Perthois Bocage et Der pour les communes de Ambrières, Arrigny, Larzicourt, Ecollement et Saint-Marie-du-Lac pour le bassin versant de la Marne uniquement, adhère au syndicat.

ARTICLE 4 : Le Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin Marnais de la Blaise est dissous. L'ensemble des biens, droits et obligations du syndicat dissous est transféré au Syndicat Mixte du Bassin de la Marne et de ses affluents.

Le Syndicat Mixte du Bassin de la Marne et de ses affluents est substitué de plein droit au syndicat dissous dans toutes ses délibérations et tous ses actes.

Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. Les cocontractants sont informés de la substitution de personne morale par le syndicat mixte qui subsiste. La substitution n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

Le transfert est effectué à titre gratuit et ne donne lieu au paiement d'aucune indemnité.

L'ensemble des personnels du syndicat mixte dissous est réputé relever du syndicat mixte auquel il adhère dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les siennes.

ARTICLE 5 : Les fonctions de comptable sont assurées par le responsable de la trésorerie de Joinville et Poissons.

ARTICLE 6 : Les Secrétaires Généraux des Préfectures de la Marne, de la Meuse et de la Haute-Marne, la directrice départementale des finances publiques de la Marne, le directeur départemental des finances publiques de la Meuse, le directeur départemental par intérim des finances publiques de la Haute-Marne, le président du Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin de la Marne et ses Affluents, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera transmise ainsi qu'aux directeurs départementaux des territoires à titre d'information et qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la Marne, de la Meuse et de la Haute-Marne.

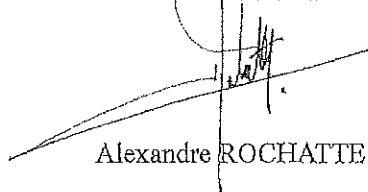
ARTICLE 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le cas échéant, le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » (www.telerecours.fr).

Châlons-en-Champagne, le
Le Préfet de la Marne



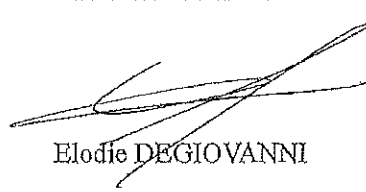
Denis COXUS

Bar le Duc, le
Le Préfet de la Meuse



Alexandre ROCHATTE

Chaumont, le 29 MARS 2019
La Préfète de la Haute-Marne



Elodie DEGIOVANNI



Statuts du Syndicat Mixte du Bassin de la Marne et ses Affluents
Mairie Place du Général Leclerc
52300 JOINVILLE

Article 1er : Dénomination

Le présent syndicat, pour lesquels les présents statuts sont rédigés, a pour dénomination « SYNDICAT MIXTE DU BASSIN DE LA MARNE ET SES AFFLUENTS »

En application des articles L. 5711-1 et L. 5212-16 du CGCT, il s'agit d'un syndicat mixte fermé à la carte.

Il est constitué sans limitation de durée.

Article 2 : Périmètre

Le Syndicat Mixte du Bassin de la Marne et ses Affluents (SMBMA) est constitué des collectivités suivantes et pour les compétences suivantes :

Communauté de Communes du Grand Langres : Carte 1 des présents statuts : GEMA : Gestion des Milieux Aquatiques sur le territoire des communes suivantes du bassin versant de la Marne : Champigny les Langres, Chanoy, Chatenay-Macheron, Chauffourt, Faverolles, Humes-Jorquenay, Langres, Noidant le Rocheux, Peigney, Perrancey les Vieux Moulins, Rolampont, Saint-Ciergues, Saint Martin les Langres, Saint Geosmes, Sarrey, Voisines, Bannes, Beauchemin, Bonnacourt, Bourg, Buxières les Clefmont, Changey, Charmes, Chatenay-Vaudin, Clefmont, Courcelles en Montagne, Daillecourt, Dampierre, Frécourt, Is en Bassigny, Lecey, Marac, Marcilly en Bassigny, Mardor, Val de Meuse, Neuilly l'Evêque, Noyers, Orbigny au Mont, Orbigny au Val, Ormancey, Perrusse, Plesnoy, Poiseul, Rangecourt et Saint-Maurice.

Communauté d'Agglomération de Chaumont, du Bassin Nogentais et du Bassin de Bologne Froncles Vignory : Carte 1 des présents statuts : GEMA : Gestion des Milieux Aquatiques sur le territoire des communes suivantes du bassin versant de la Marne : Bologne, Brethenay, Chamarandes-Choignes, Chaumont, Condes, Foulain, Froncles, Louvières, Luzy sur Marne, Marnay sur Marne, Neuilly sur Suize, Nogent, Poinson les Nogent, Poulangy, Riaucourt, Sarcey, Soncourt sur Marne, Thivet, Verbiesles, Vesaignes sur Marne, Viéville, Vignory, Vitry les Nogent, Vouécourt et Vraincourt.

Communauté de Communes du Bassin de Joinville en Champagne : Carte 1 des présents statuts : GEMA : Gestion des Milieux Aquatiques et carte 2 des présents statuts : PI : Prévention des Inondations sur le territoire des communes suivantes du bassin versant de la Marne : Arnancourt, Autigny le Grand, Chatonrupt-Sommermont, Courcelles sur Blaise, Dommartin le Saint-Père, Donjeux, Doulevant le Château, Fronville, Gudmont-Villiers, Joinville, Mussey sur Marne, Noncourt sur le Rongeant, Poissons, Rouvroy sur Marne, Rupt, Saint Urbain-Maconcourt, Suzannecourt, Thonnance les Joinville, Thonnance les Moulins, Vecqueville, Aingoulaincourt, Ambonville, Annonville, Autigny le Petit, Baudrecourt, Blécourt, Blumeray, Bouzancourt, Brachay, Busson, Charmes en l'Angle, Charmes la Grande, Cirey sur Blaise, Echenay, Effincourt, Epizon, Ferrière et Lafolie, Flammerécourt, Germay, Germisay, Guindrecourt aux Ormes, Leschères sur le Blaiseron, Mathons, Montreuil sur Thonnance, Nomécourt, Pansey, Paroy sur Saulx, Sailly et Vaux sur Saint-Urbain

Communauté d'Agglomération Saint-Dizier Der et Blaise : Carte 1 des présents statuts : GEMA : Gestion des Milieux Aquatiques sur le territoire des communes suivantes du bassin versant de la Marne :

Allichamps, Attancourt, Bettancourt-la-Ferrée, Brousseval, Chancenay, Dommartin-le-Franc, Doulevant-le-Petit, Eclaron-Braucourt-Sainte-Livière, Hallignicourt, Humbécourt, Laneuville-au-Pont, Louvemont, Moëslains, Montreuil-sur-Blaise, Perthes, Rachecourt-Suzémont, Saint-Dizier, Valcourt, Vaux-sur-Blaise, Ville-en-Blaisois, Villiers en Lieu, Wassy, Bailly Aux Forges, Bayard-sur-Marne, Chamouilley, Chevillon, Curel, Domblain, Ecurville-Bienville, Fays, Fontaines-sur-Marne, Magneux, Maizières, Morancourt, Nancy, Osne-Le-Val, Rachecourt-sur-Marne, Roches-sur-Marne, Sommancourt, Troisfontaines la Ville et Valleret.

Communauté de Communes Meuse Rognon, Carte 1 des présents statuts : GEMA : Gestion des Milieux Aquatiques et carte 2 des présents statuts : PI : Prévention des Inondations sur le territoire des communes suivantes du bassin versant de la Marne :

Andelot-Blancheville, Audeloncourt, Roches-Bettaincourt, Bourdons sur Rognon, Chalvraines, Chantraines, Cirey les Mareilles, Clinchamp, Consigny, Darmannes, Domrémy-Landéville, Doulaincourt-Saucourt, Ecot La Combe, Huilliécourt, Humberville, Iloud, Leurville, Longchamp, Maunois, Mareilles, Mennouveaux, Millières, Montot sur Rognon, Orquevaux, Ozières, Prez sous Lafauche, Reynel, Rimaucourt, Romain sur Meuse, Saint-Blin, Sémilly, Signéville, Thol les Millières, Vesaignes sous Lafauche, Vignes la Côte et Vroncourt la Côte.

Communauté de Communes des Trois Forêts : Carte 1 des présents statuts : GEMA : Gestion des Milieux Aquatiques et carte 2 des présents statuts : PI : Prévention des Inondations sur le territoire des communes suivantes du bassin versant de la Marne :

Leffonds, Villiers sur Suize, Arc en Barrois, Autreville sur la Renne, Blessonville, Bugnières, Châteauvillain, Giey sur Aujon, Lavilleneuve au Roi et Richebourg.

Communauté de Communes des Portes de Meuse : Carte 1 des présents statuts : GEMA : Gestion des Milieux Aquatiques sur le territoire du bassin versant de la Marne de la commune de : Ancerville.

Communauté de Communes des Savoir Faire : Carte 1 des présents statuts : GEMA : Gestion des Milieux Aquatiques sur le territoire des communes suivantes du bassin versant de la Marne : Celsoy, Chalindrey, Culmont, Haute-Amance, Noidant-Chatenoy, Le Pailly et Saint Vallier sur Marne.

Communauté de Communes Auberive Vingeanne Montsaugonnais : Carte 1 des présents statuts : GEMA : Gestion des Milieux Aquatiques et carte 2 des présents statuts : PI : Prévention des Inondations sur le territoire des communes suivantes du bassin versant de la Marne : Aprey, Brennes, Cohons, Flagey, Perrogney-les-Fontaines, Rochetaillée, Saint-Loup-sur-Aujon, Ternat et Vauxbons.

Communauté de Communes Perthois Bocage et Der : Carte 1 des présents statuts : GEMA : Gestion des Milieux Aquatiques sur le territoire des communes suivantes du bassin versant de la Blaise marnaise : Larzicourt, Arrigny, Ecollement et Saint-Marie-du-Lac.

Communes de :

- Arnancourt
- Chatonrupt-Sommermont,
- Humes-Jorquenay,
- Langres,
- Noncourt sur le Rongeant,
- Perrancey les Vieux Moulins,
- Poissons,
- Rolampont,
- Saint Martin les Langres,
- Soncourt sur Marne,
- Viéville,
- Villiers sur Suize,
- Wassy.

pour la carte 3 : Lutte contre l'érosion des sols et le ruissellement sur le territoire du bassin versant de la Marne desdites communes.

Article 3 : siège

Le siège social du syndicat est fixé à la Mairie de Joinville - Place du Général Leclerc à 52 300 JOINVILLE

Article 4 : composition du comité syndical

Le comité syndical est composé comme suit :

En ce qui concerne les communes membres

Communes de moins de 2500 habitants : 1 délégué syndical (et un suppléant) représentant 1 voix.
Communes de 2500 habitants ou plus : 1 délégué (et un suppléant) ayant 1 voix supplémentaire par tranche de 2500 habitants entamée au-delà de ce seuil de 2500 habitants. Une commune ayant 4000 habitants a ainsi 1 délégué représentant 2 voix.

En ce qui concerne les EPCI à fiscalité propre

Chaque EPCI a un nombre de voix calculé sur la base des communes membres de l'EPCI présentes dans le périmètre syndical calculé comme suit :

- 1,5 voix pour chaque commune de moins de 2500 habitants, membre de l'EPCI et présente dans le bassin versant hydrographique
- 1,5 voix supplémentaire par tranche entamée de 2500 habitants, au-delà de ce seuil, sur les communes de plus de 2500 habitants ou plus. Ainsi, si une commune de l'EPCI a 4000 habitants, l'EPCI dispose alors de 3 voix pour cette commune représentée.

Chaque EPCI à fiscalité propre désigne un nombre de délégués (et autant de suppléants) en fonction de sa population municipale couverte par le syndicat, réparti comme suit :

- moins de 5 000 habitants : 1 délégué titulaire et 1 suppléant
- de 5000 à 19 999 habitants : 3 délégués titulaires et 3 suppléants. Chaque délégué dispose alors d'un tiers des voix de son EPCI arrondi à l'entier supérieur
- de 20 000 habitants ou plus : 5 délégués titulaires et 5 suppléants. Chaque délégué dispose d'un cinquième des voix de son EPCI arrondi à l'entier supérieur

Conformément à la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, l'élection des délégués des communes et des EPCI au comité syndical, le choix peut porter sur tout citoyen réunissant les conditions requises pour être conseiller municipal ; le choix des EPCI à fiscalité propre peut porter sur l'un des délégués communautaires ou sur tout conseiller municipal d'une commune membre.

La population prise en compte est la population municipale légale certifiée.

Article 5 : objet

Le SMBMA a pour objet de concourir, faciliter et entreprendre les actions en faveur de la gestion durable et équilibrée de la ressource en eau, la préservation, la gestion des milieux aquatiques et des zones humides, la prévention des inondations. Il veille à la cohérence des actions à l'échelle du bassin versant dans son périmètre d'intervention.

Chaque intervention du syndicat mixte sur une de ses communes membres sera réalisée en association avec chacun des maires concernés ou son représentant et le représentant des EPCI adhérents.

Article 6 : compétences

Le Syndicat mixte exerce trois compétences à la carte au sens des dispositions de l'article L. 5212-16 du CGCT, telles que précisées ci-après.

• Compétence à la carte 1 : Gestion des Milieux Aquatiques GEMA

Dans le cadre fixé en objet, le SMBMA exerce pour les membres qui adhèrent à cette compétence une partie de leur compétence « Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations », portant sur la « GEMA ».

Le SMBMA exercera ainsi, pour les membres qui ont adhéré à cette compétence, les missions et compétences définies aux 3 alinéas suivants de l'article L.211-7, I du code de l'environnement (GEMA) :

✓ (1°) L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ; Cette compétence est définie notamment par la mise en œuvre de stratégies globales d'aménagement du bassin versant par la réduction de la vulnérabilité aux inondations hors système d'endiguement (exemple : restauration des champs d'expansion des crues, arasement de merlons, étude géomorphologiques ...).

(2°) L'entretien et l'aménagement des cours d'eau ; cette compétence est définie notamment par la mise en œuvre de programme pluriannuel de gestion des cours d'eau (entretien régulier, gestion des embâcles, atterrissements...) visant au bon écoulement des eaux, au maintien du profil d'équilibre et à l'atteinte ou au maintien du bon état écologique.

(8°) La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines ; cette compétence est définie notamment par la mise en œuvre d'actions visant le rattrapage d'entretien, la restauration hydromorphologique des cours d'eau, le rétablissement de la continuité écologique la gestion, la protection et la restauration des zones humides pour leur intérêt écologique, touristique, paysagère, cynégétique ...

Cette compétence ne recouvre pas les actions sur le cours d'eau et le milieu récepteur faites dans un but unique de prévention des inondations qui relèvent alors de la compétence à la carte 2.

• **Compétence à la carte 2 : Prévention des inondations**

Dans le cadre fixé en objet, le SMBMA exerce pour les membres qui adhèrent à cette compétence une partie de leur compétence « GEstion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations », portant sur la « PI ».

Le SMBMA exercera ainsi, pour les membres qui ont adhéré à cette compétence, les missions et compétences définies à l'alinéa suivant de l'article L.211-7 du code de l'environnement **(PI)**.

- ✓ (5°) La défense contre les inondations. Cette compétence se traduit notamment par la définition et la gestion des systèmes d'endiguements (au sens de l'article R. 562-13 du code de l'environnement) avec le bénéfice de la mise à disposition des digues (I de l'article L.566-12-1 du code de l'environnement) et des autres ouvrages publics nécessaires (II de l'article L.566-12-1 précité).

Seuls peuvent adhérer à cette compétence à la carte les membres qui ont également adhéré à la première compétence à la carte 1 « GEMA » et rigoureusement sur le même périmètre.

• **Compétence à la carte 3 : Missions hors GEMAPI**

Le syndicat exercera également pour les membres qui adhèrent à cette compétence à la carte les compétences et missions suivantes (**hors champ GEMAPI**) : lutte contre l'érosion des sols et le ruissellement (hors zone urbaine).

Le détail des actions et opérations pouvant être mises en œuvre par le syndicat est annexé aux présents statuts pour chacune des cartes de compétences (annexe n°1 des présents statuts)

Article 7 : Modalités d'exercice des compétences à la carte

L'article 2 des présents statuts précise les compétences transférées au SMBMA pour chaque adhérent.

Répartition des charges

Le Syndicat exerce, au lieu et place de ses membres, les compétences qui lui ont été transférées.

Les conditions dans lesquelles chaque membre a transféré au syndicat tout ou partie de ses compétences telles que définies aux présents statuts sont fixées ci-après.

Conformément aux dispositions de l'article L. 5212-16 du CGCT, chaque membre ne supporte que les dépenses correspondant aux compétences effectivement transférées au syndicat.

Transfert complémentaire d'une compétence à la carte

Un membre qui a déjà transféré au syndicat mixte l'une des compétences visées à l'article 6 peut, à tout moment, transférer l'une ou l'autre des compétences visées au même article.

En ce cas, ce transfert résulte de délibérations concordantes du comité syndical, d'une part, et de l'organe délibérant dudit membre, d'autre part sans consultation des autres membres. Ce transfert complémentaire est entériné par arrêté préfectoral ou, le cas échéant, inter-préfectoral.

Le Bureau peut recevoir délégation du comité syndical pour accepter de telles demandes de transfert complémentaire de compétences.

Restitution d'une compétence à la carte

Un EPCI ayant déjà transféré l'une des compétences visées à l'article 6, peut reprendre l'une ou plusieurs de ces compétences.

La restitution des compétences doit :

- être demandée par délibération de l'organe délibérant de la collectivité membre concernée,
- puis être acceptée par délibération du comité syndical adoptée à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés,
- et, enfin, faire l'objet d'un arrêté préfectoral.

Un membre ne peut pas se retirer de la compétence à la carte 1 « GEMA » sans se retirer également de la compétence à la carte 2 « PI ».

En cas de retrait de toutes les compétences ou de la dernière compétence à la carte, le membre doit opérer alors non plus une restitution de compétence à la carte mais un retrait du syndicat en application de l'article 14 des présents statuts et des articles L. 5211-25-1 et L. 5211-26 du CGCT.

Article 8 : autres missions

A titre accessoire, le SMBMA pourra effectuer des prestations relevant de sa compétence pour le compte de collectivités non membres.

Ainsi dans la limite de ses attributions et du principe de spécialité, le syndicat mixte a la faculté de conclure avec des membres ou des tiers, pour des motifs d'intérêt public local et à titre de complément du service assuré à titre principal pour les membres, des conventions ou tous autres dispositifs légaux, et ce dans les conditions requises par la loi et la jurisprudence.

Article 9 : durée

Le syndicat mixte est constitué à durée illimitée

Article 10 : bureau

Le comité syndical élit en son sein un bureau syndical constitué d'un Président, d'un ou plusieurs vice-présidents et d'un ou plusieurs membres du comité syndical dont le nombre est déterminé par l'organe délibérant.

Le mandat des membres du bureau prend fin en même temps que celui des membres de l'organe délibérant.

Le bureau statue dans la limite des attributions qui lui sont déléguées par le comité syndical.

Article 11 : fonctionnement et règlement intérieur

Le comité syndical et le bureau sont régis par un règlement intérieur approuvé par l'assemblée générale. Il fixe le fonctionnement général du syndicat, du comité syndical et du bureau. Les modifications du règlement intérieur sont approuvées par l'assemblée générale.

Le règlement intérieur est annexé au présent statut en annexe 2.

Article 12 : budget

Un budget retrace les dépenses et les recettes de fonctionnement général du syndicat. Il pourvoit aux dépenses des services pour lesquels le syndicat a compétence.

En outre le syndicat peut percevoir :

- ✓ les sommes reçues des personnes publiques ou privées, en échange des services assurés,
- ✓ le revenu des biens meubles ou immeubles du syndicat,
- ✓ les subventions et dotations, le produit des dons et legs,
- ✓ la participation des administrations, établissements publics, associations et particuliers à titre de fonds de concours,
- ✓ le produit des emprunts,
- ✓ les redevances et taxes,
- ✓ toute autre ressource liée à l'activité du syndicat.

13-1 Contribution financière des adhérents pour les compétences de la carte 1 : GEMA

La programmation des investissements et des dépenses de fonctionnement, ainsi que la clé de répartition des contributions que doit verser annuellement chaque adhérent au SMBMA est fixée par décision des seuls membres qui adhèrent à cette compétence.

13-2 Contribution financière des adhérents pour la compétence à la carte 2 : PI

Les membres adhérents au SMBMA pour cette compétence à la carte financent les dépenses correspondantes aux enjeux du territoire du membre concerné. La programmation des investissements et des dépenses de fonctionnement est élaborée en étroite concertation avec les membres concernés.

13-3 Contribution financière des adhérents pour la compétence à la carte 3 : hors GEMAPI

Les membres adhérents au SMBMA pour cette compétence à la carte financent les dépenses correspondantes. La programmation des investissements et des dépenses de fonctionnement est élaborée en étroite concertation avec les membres concernés

Article 13 : retrait

Tout membre peut solliciter le retrait du syndicat mixte. Le retrait est prononcé selon le droit commun.

Des membres adhérents peuvent être admis, par le préfet, à se retirer d'un syndicat mixte auxquels ils adhèrent. La procédure de retrait est définie par l'article L5211-19 du CGCT pour les syndicats mixtes fermés.

Ce retrait suppose l'accord du comité du syndicat mixte et celui des membres adhérents, exprimé à la majorité qualifiée de création d'un EPCI. La majorité qualifiée est définie par l'article L.5211-5 du CGCT.

Article 14 : adhésion

Un EPCI ou une commune qui adhère au syndicat mixte peut le faire soit pour l'intégralité des compétences visées à l'article 6, soit pour l'une ou plusieurs des compétences visées audit article dans les limites des compétences dont il dispose lui-même.

Des communes, EPCI à fiscalité propre ou syndicat mixte autres que ceux déjà adhérents au SMBMA peuvent être admis à en faire partie et réaliser un transfert de compétence dans les conditions définies par les présents statuts notamment aux articles 6 et 7.

Le projet d'adhésion et de transfert est soumis à l'approbation du comité syndical par délibération à la majorité simple.

La décision d'admission est validée par arrêté préfectoral après consultation des membres dans les conditions fixées par les textes en vigueur.

L'acte d'adhésion du membre concerné précise pour laquelle ou lesquelles des compétences visées à l'article 2.1 des présents statuts cette adhésion est opérée.

Article 15 : modification des statuts

La modification des statuts est adoptée dans les conditions prévues par le CGCT.

Article 16 : dissolution

Le syndicat mixte peut être dissous dans les conditions prévues par le CGCT

Article 17 : autre

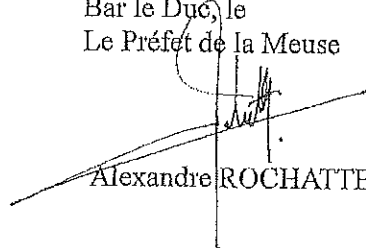
Pour toute autre disposition non prévue expressément dans les présents statuts ou au règlement intérieur, il sera fait application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Vu pour être annexé à l'arrêté inter préfectoral n° ~~1589~~ du 21 MARS 2019

Châlons en Champagne, le
Le préfet de la Marne


Denis COMUS

Bar le Duc, le
Le Préfet de la Meuse


Alexandre ROCHATTE

Chaumont, le
Le préfet de la Haute-Marne


Elodie DEGIOVANNI

**ANNEXE N°1: détail des actions et opérations pouvant être menées
par le SMBMA (liste non exhaustive) par carte de compétence**

En dehors des cartes de compétence ci-dessous, tout en restant dans le champ de l'objet du syndicat, le SMBMA pourra mettre à disposition à chacun de ses adhérents son ingénierie par une assistance technique.

➤ **Carte de compétence 1 : GEMA**

Dans le cadre fixé en objet, le SMBMA exerce pour les membres qui adhèrent à cette compétence une partie de leur compétence « Gestion de l'Eau et des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations ».

Le SMBMA exercera les missions et compétences définies aux 3 alinéas suivants de l'article L.211-7, I du code de l'environnement (**GEMA**) :

(1°) L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ; Cette compétence est définie par la mise en œuvre de stratégies globales d'aménagement du bassin versant par la réduction de la vulnérabilité aux inondations hors système d'endiguement.

Les actions relevant de cette compétence peuvent être :

- Restauration du champ d'expansion des crues par arasement de merlons ou digues en milieu naturel qui limite l'expansion des crues dans le lit majeur.
- Restauration des annexes fluviales (bras mort ou non connecté au lit mineur) et des prairies inondables pour accroître les zones où l'eau se stocke en crue
- Restauration des casiers d'inondations supprimés par des aménagements hydrauliques anciens
- Restauration de l'espace de mobilité des cours d'eau (arasement de merlons, suppression de protections de berges en milieu rural ...)
- Etudes géomorphologiques et diagnostic de bassins versants en vue d'élaborer des stratégies d'interventions amont/aval.
- Animation auprès des acteurs locaux (riverains, élus, exploitants agricoles ...)

Cette action se traduit par les études et la maîtrise d'ouvrage des travaux nécessaires à cette compétence

(2°) L'entretien et l'aménagement des cours d'eau.

Les actions relevant de cette compétence visent à assurer le bon écoulement des eaux et l'atteinte du bon état écologique des rivières, elles peuvent être assurées par la :

- Réalisation des Programmes Pluriannuels de Gestion et d'entretien régulier des cours d'eau et des programmes annuels de travaux (Abattage des arbres menaçants ou déperissants en berge, arasement ou dévégétalisation d'atterrissements, enlèvement d'embâcles gênants, plantation d'arbres et arbustes, mise en défend des berges par clôtures, aménagement de passage à gué et d'abreuvoirs ...).
- Réalisation des procédures règlementaires pour assurer la maîtrise d'ouvrage des opérations.
- Réalisation d'aménagements piscicoles visant à l'amélioration des habitats par création d'abris par pose de blocs dans le lit mineur, création de banquettes végétalisées ...

Cette action se traduit par les études et la maîtrise d'ouvrage des travaux nécessaires à cette compétence

(8°) La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

Les actions relevant de cette compétence peuvent être assurées par la

- Réalisation des Programmes Pluriannuels de rattrapage d'entretien sur les secteurs qui n'ont jamais été entretenus (même nature de travaux que les travaux d'entretien, voir alinéa 2). Réalisation des procédures réglementaires pour assurer la maîtrise d'ouvrage des opérations.
- Réalisation d'opérations de restauration hydromorphologique des cours d'eau pour atteindre le bon état écologique des rivières par reméandrement, aménagement du lit mineur par banquettes végétalisées, épis, seuils, plantation d'arbres et arbustes en vue des restaurer les habitats en faveur de la faune et la flore ...
- Réalisations d'opérations visant à lutter contre les assecs des cours d'eau dans un cadre général de lutte contre les effets du changement climatique.
- Réalisation d'opérations de renaturation de cours d'eau visant à accroître leur capacité auto-épuratoire favorable aux activités humaines (ressource en eau potable, eau de baignade ...) mais également à la faune des milieux aquatiques
- Restauration de la continuité écologique par aménagement des ouvrages de type seuil, déversoir, vannage par ouvrage de rétablissement de type passes à poissons, rivière de contournement ou par effacement partiel ou total de l'obstacle, gestion des ouvrages communaux restaurés et gérés par le SMBMA sur la rivière Blaise d'Arnancourt à Eclaron-Braucourt-Sainte Livière ...
- Restauration et entretien des zones humides en complémentarité des acteurs locaux par réouverture des milieux anthropisés (marais, zone humide ...), actions d'animation auprès des propriétaires. Protection des zones humides existantes pour leur intérêt écologique, touristique, paysagère, cynégétique ...

Cette action se traduit par les études et la maîtrise d'ouvrage des travaux nécessaires à cette compétence

➤ Carte de compétence 2 : Prévention des inondations

Le syndicat exercera également pour les membres qui adhèrent à cette carte de compétence « Gestion de l'Eau et des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations » visant l'alinéa suivant de l'article L.211-7 du code de l'environnement (PI).

- ✓ (5°) La défense contre les inondations. Cette compétence est se traduit par la définition et la gestion des systèmes d'endiguements (au sens de l'article R. 562-13 du code de l'environnement) avec le bénéfice de la mise à disposition des digues (I de l'article L.566-12-1 du code de l'environnement) et des autres ouvrages publics nécessaires (II de l'article L.566-12-1 précité)

Seuls peuvent adhérer à cette carte de compétence les membres qui ont également adhéré à la première carte de compétence GEMA et sur rigoureusement le même périmètre s'agissant d'un EPCI à fiscalité propre que cette carte de compétence 1.

Les actions relevant de cette compétence peuvent être :

- Gestion des systèmes d'endiguement existants (entretien, réfection, surveillance), y compris la gestion de la végétation sur les ouvrages côté cours d'eau,
- Gestion des ouvrages hydrauliques publics de protection contre les crues, (déversoirs de crue, barrages écrêteurs ...)

- Etudes et travaux pour la réalisation d'ouvrages nouveaux pour la prévention ou la protection contre les inondations (Zone de Ralentissement Dynamique de Crues ...)

➤ **Carte de compétence 3 : Mission hors GEMAPI**

Le syndicat exercera également pour les membres qui adhèrent à cette carte de compétence les compétences et missions suivantes (**hors champ GEMAPI**) :

- Lutte contre l'érosion des sols et le ruissellement (hors zone urbaine) par plantation et réhabilitation de haies et talus, revégétalisation des versants, bande enherbée dans un objectif de favoriser l'infiltration et la rétention de l'eau dans le sol, de limiter l'artificialisation des sols. Cette action se traduit par les études et la maîtrise d'ouvrage des travaux nécessaires à cette compétence. Sont exclus de cette compétence toute action, maîtrise d'œuvre ou maîtrise d'ouvrage liées à la réhabilitation, reconstruction d'ouvrage ... détruits ou dégradés lors de catastrophes naturelles, coulées de boues ...

Vu pour être annexé à l'arrêté inter préfectoral n° 1598 du 21 MARS 2019

Châlons en Champagne, le
Le préfet de la Marne

Bar le Duc, le
Le Préfet de la Meuse

Chaumont, le
Le préfet de la Haute-Marne


Denis COMUS


Alexandre ROCHATTE


Elodie DEGIOVANNI